

**Compte-rendu de réunion de la Commission départementale de la nature, des  
paysages et des sites (CODENAPS) du 14 octobre 2022**

La CODENAPS s'est réunie à la préfecture du Tarn, salle Pompidou le vendredi 14 octobre 2022 à 10h30 sous la présidence de M. Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture.

Étaient présents :

- Mme Delphine LE REUN, représentant le Directeur Départemental des Territoires (DDT) du Tarn (deux mandats) ;
- M. Thierry ROUSSET et Mme Laure ASSAID, représentant le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie (DREAL) ;
- Mme Aline REDO et Claudie BONNET, conseillères départementales du Tarn ;
- M. David EYMARD, représentant la fédération des chasseurs du Tarn ;
- M. Christian SEGONNE, représentant l'Union pour la Protection Nature Environnement du Tarn ;
- M. Christophe RIEUNAU, représentant la chambre d'agriculture du Tarn ;
- M. Jean-Marc LACLAU, Union nationale des industries et des carrières et matériaux de construction
- M. Francis GALINDO, représentant l'association des carriers du Sidobre ;
- M. Sylvain LACLAU, représentant la fédération du bâtiment et des travaux publics

Assistaient également à la réunion :

- M. Frédéric LAURENT, de l'association des carriers du Sidobre ;
- M. Fabrice JOUBERT, de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique du Tarn ;
- Denis BOURGEOIS, du bureau de l'environnement et des affaires foncières (SCPPAT) ;
- Mme Myriam ALARY, du service de coordination des politiques publiques et de l'appui territorial de la préfecture du Tarn ;

M. le secrétaire général, après avoir constaté que le quorum était atteint (12 membres présents), ouvre la séance .

~~~~~

### ***Présentation du schéma régional des carrières d'Occitanie***

M. Thierry ROUSSET (DREAL) présente son rapport aux membres de la commission.

#### **1 – Présentation :**

La loi du 4 janvier 1993 a rendu obligatoire la création d'un schéma départemental des carrières. La loi ALUR du 24 mars 2014 a modifié l'article L. 515-3 du Code de l'environnement pour imposer la mise en place d'un schéma régional des carrières (SRC) mieux adapté à une réflexion globale que les schémas départementaux.

Le décret n°2015-1676 du 15 décembre 2015 complétée par l'instruction ministérielle du 4 août 2017 ont mis en place les procédures d'élaboration, d'évaluation et de révision de ces schémas.

Le SRC est un document de planification à 12 ans, approuvé par le préfet de région, qui vise à définir un bon approvisionnement du marché en matériaux et substances de carrières pour le BTP , l'industrie et la construction plus traditionnelle en pierre de taille ou ornementale. Il fixe plus précisément :

- les conditions générales d'implantation des carrières ;
- les gisements d'intérêts national et régional, les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires ;
- les orientations relatives à la logistique ;
- les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts en activité ;
- les orientations en matière de remise en état et de réaménagement.

Son élaboration est le fruit d'un travail collectif. Un comité de pilotage a impulsé des groupes de travail sur différentes thématiques et zones géographiques et programmé des réunions de travail bilatérales avec des partenaires différents selon le sujet abordé.

#### **Le schéma comprend :**

- une notice (un résumé) ;
- un bilan des schémas départementaux ;
- un état des lieux et une analyse des enjeux ;
- la vision prospective du besoin et les scénarios d'approvisionnement ;
- les orientations, objectifs, mesures opérationnelles et modalités de suivi et d'évaluation du SRC ;
- les documents cartographiques associés ;
- un rapport de l'évaluation environnementale.

Les travaux d'élaboration du SRC ont débuté mi-2018 par la tenue de 4 COPIL pour informer et valider les étapes de construction avant le lancement des consultations.

### Les différentes étapes sont :

#### 1 - demande d'avis sur l'avant-projet :

- la concertation préalable du 7 février au 9 mars 2022 inclus ;
- la saisine des EPCI du 12 janvier au 12 avril 2022 inclus ;

#### 2 - demande d'avis sur le projet : (en cours)

consultations des institutions (CODENAPS, PNR, PNN, CRA, Conseil Régional, conseils Départementaux, comité de bassin SDAGE...)

#### 3 - mise à disposition du public

### **Les carrières en Occitanie :**

Sur la région, on dénombre 310 carrières de matériaux de construction, 120 de roches ornementales et de construction (ROC) et 60 de roches et minéraux industriels. La production régionale s'élève à 39 millions de tonnes par an (87,5%) de granulats puis 5,5 millions de tonnes (12%) de minéraux industriels et 230 kilos tonnes (0,5%) de ROC.

Les enjeux environnementaux sont classés en 3 catégories :

- eau
- biodiversité
- paysage

En fonction de leur degré de sensibilité, les enjeux « eau », « biodiversité » et « paysage » ont été classés en 4 niveaux :

Niveau 1 : milieux bénéficiant d'une protection juridique (législative ou réglementaire) interdisant l'exploitation des carrières.

Niveau 2 : milieux présentant une sensibilité très forte, en principe incompatible avec les objectifs de protection. Les porteurs de projets devront se rapprocher des gestionnaires des protections et espaces concernés.

Niveau 3 : Espaces présentant une sensibilité forte et concernés par des mesures de protection et d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Les projets nécessiteront des précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés.

Niveau 4 : Ensemble du territoire de la région

La DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt) a contribué à la prise en compte des enjeux agricoles et forestiers notamment dans le cadre des rédactions de notes et cartes spécifiques.

Le schéma établit également une prospective des scénarios d'approvisionnement classée par famille de matériaux en précisant le scénario retenu notamment celui ayant les conséquences les plus favorables au regard des enjeux environnementaux, paysagers, patrimoniaux, sociaux, techniques et économiques, tout en garantissant un approvisionnement satisfaisant pour le marché. Il doit cependant être conforme aux schémas en vigueur dans le secteur (SRADDET, SDAGE, SAGE...), compatible avec les chartes des parcs nationaux et régionaux et les différents documents d'urbanisme.

### **Les besoins en granulats :**

Une étude des facteurs d'évolution des besoins en granulats a été menée prenant en compte l'évolution de la population, l'activité économique projetée (6 projets retenus avec une estimation de leurs besoins en matériaux : LGV Bordeaux-Toulouse, LGV Montpellier-Béziers,

élargissement de l'A61, autoroute Toulouse-Castres, plan de rénovation de Toulouse (3ème ligne de métro) extension portuaire de Port la Nouvelle) et l'évolution des modes de construction.

L'étude n'a pas retenu d'évolution en termes de besoins par usage de granulats hors grands travaux sus-mentionnés ni de flux import/export. Il en ressort que l'évolution de l'utilisation des ressources secondaires en substitution (déchets inertes du BTP) reste stable jusqu'en 2031.

Les facteurs d'évolution des besoins en granulats à l'échelle régionale à l'horizon 2031 ont également été étudiés. Sur les 3 scénarios retenus on note dans chacun d'eux un pic de travaux en 2023 et 2027.

Aujourd'hui, la région est en équilibre grâce aux échanges inter-bassins et cette situation devrait perdurer jusqu'en 2031. Ensuite, dans le scénario privilégié, la situation sera critique si des renouvellements, extensions ou des créations de carrières ne sont pas réalisées.

Le Tarn est composé de deux bassins. Dans les prévisions, le bassin albigeois est déficitaire (89%) mais il est soutenu par les bassins Autan excédentaire (Tarn), Montauban et le Millavois. Compte tenu de la tendance baissière du bassin albigeois et le risque d'approvisionnement accru des bassins voisins, il est nécessaire de maintenir le niveau actuel de production.

Le bassin Autan est quant à lui excédentaire jusqu'en 2029. A partir de 2030, un léger déficit est prévu si les besoins restent stables. Le niveau de production doit être maintenu pour conserver un équilibre local.

#### Les minéraux industriels :

Les besoins progressent de manière proportionnelle à l'évolution démographique en région soit 9 % entre 2017 et 2031.

#### Les besoins en ROC :

A l'horizon 2031, les besoins locaux en ROC semblent se stabiliser.

En conclusion, quelle que soit la famille d'usage et le scénario envisagé, des renouvellements, extensions ou créations de nouvelles carrières seront à prévoir pour assurer une réponse aux besoins.

Dans le projet de schéma régional des carrières, 6 orientations sont déclinées en 22 objectifs et 61 mesures :

#### 1 - l'approvisionnement du marché :

- anticiper les ruptures d'approvisionnement en fonction du besoin et de l'approvisionnement en ressources secondaires
- promouvoir l'utilisation optimale des surfaces exploitées
- respecter l'équilibre entre la production et le besoin
- assurer un accès aux GIN/GIR
- privilégier les renouvellements et extensions à la création de nouvelles carrières
- respecter l'adéquation de la ressource avec l'usage en fonction des familles de ressources et préciser ceux qui sont privilégiés
- améliorer la connaissance sur la préservation des ressources primaires (objectif 2)
- assurer un accès aux gisements de granulats d'intérêt particulier

#### 2 – favoriser le recours aux ressources secondaires et matériaux de substitution

- intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou en matière de recours aux ressources secondaires pour l'approvisionnement dans leurs marchés.

- suivre et communiquer sur les évolutions réglementaires liées aux ressources secondaires

- développer des plateformes de recyclage

- améliorer la connaissance (qualitative et quantitative) sur le gisement et l'utilisation des ressources secondaires disponibles

- améliorer la connaissance sur les techniques de réutilisation ou de valorisation de ressources secondaires et sur les techniques de construction avec des matériaux de substitution

- admettre les déchets inertes en carrière seulement s'ils n'ont pas été jugés techniquement et économiquement recyclables à l'issue des opérations de tri préalables.

### 3 - le respect des enjeux environnementaux du territoire pour l'implantation et l'exploitation des carrières :

- respecter les zones à enjeux

- préserver la ressource en eau

- préserver l'agriculture et la sylviculture

- intégrer les carrières dans le paysage

- préserver la biodiversité

- limiter et suivre les impacts des carrières

### 4 – favoriser la remise en état concertée et adaptée

- mise en place d'une concertation sur le projet de remise en état avant la création de toute nouvelle carrière

- mettre en place lorsque cela est possible une remise en état coordonné à l'exploitation pour permettre une meilleure intégration dans le paysage et un retour à l'agriculture plus rapide

- privilégier une remise en état agricole et forestière lorsque l'usage était agricole ou forestier avant la création de la carrière, lorsque cela est pertinent au regard des autres enjeux environnementaux

### 5 – avoir recours à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement

- renforcer le principe de proximité pour l'approvisionnement en matériaux

- promouvoir une offre de transport routier moins impactante

- maintenir et développer le report modal pour les flux importants et longues distances

### 6 - mettre en place une gouvernance du schéma régional des carrières Occitanie neutre et représentative des différents acteurs

La seule mesure concernée par cette orientation est de finaliser un observatoire des matériaux de carrières composé par l'ensemble des acteurs tels que la DREAL, fédérations de professionnels, personnes qualifiées (BRGM...), SCOT et autres collectivités territoriales, élus ou chargés de mission susceptibles d'échanger sur la satisfaction des besoins en matériaux

des territoires, structures en charge de l'observation (CERC, ORDECO...), conseil régional, associations environnementales, chambres consulaires. Cette liste est non exhaustive.

Il conviendra d'identifier toutes les structures et personnes concernées notamment :

- les exploitants de carrière et les fédérations professionnelles
- les porteurs de projets d'aménagement hors carrières, collectivités, structures porteuses de SCOT
- les opérateurs de transports
- l'État et les institutions.

Pour chaque disposition, des indicateurs de suivi seront mis en place.

### Calendrier :

A l'issue des consultations (en cours), un 5ème COPIL se réunira avant la mise à disposition du public du rapport. Ensuite, un ultime COPIL (6ème) pourrait se tenir avant la fin de la finalisation du projet.

Le rapport définitif et complet devrait être transmis au préfet de région pour approbation mi- 2023.

### 2- Débats :

Mme BONNET constate que ce SRC reprend de nombreux éléments inscrits dans les schémas départementaux. Elle s'interroge notamment sur la prospective des moyens de transports alternatifs qui paraissent peu probables compte tenu la zone concernée (absence de voie ferrée notamment).

Pour répondre aux deux interrogations de Mme BONNET, M. ROUSSET indique d'une part que les carrières ont une autorisation administrative limitée. Le SRC est une projection des carrières en considérant celles qui, arrivées en fin d'autorisation, ne demanderaient pas ou n'obtiendrait pas leur renouvellement. Le document présenté précise que cette prospection est purement théorique. D'autre part, il ajoute que l'instruction d'un dossier continuera à relever du niveau du département. Enfin, s'il est souhaitable d'utiliser les moyens de transports alternatifs à la route et moins émetteurs de GES, il faut rester pragmatique et composer avec les possibilités des territoires.

Pour lutter contre une éventuelle pénurie de matériaux, M. GALINDO propose de faciliter le renouvellement ou la création des carrières en simplifiant les démarches administratives. Outre le fait que l'instruction des demandes de création ou de renouvellement de carrières sont des procédures administratives longues, la nécessité de passer par un bureau d'étude implique un coût conséquent pour les pétitionnaires, notamment les petites structures pour lesquelles elles peuvent être un frein.

Mme ASSAID explique que la création d'une carrière est une procédure d'autorisation environnementale qui impose une étude par un bureau spécialisé. En revanche dans le cadre d'un renouvellement ou d'une extension une prolongation est envisageable sans avoir recours à une autorisation complète. Ces dossiers sont étudiés au cas par cas selon l'enjeu du territoire (foncier, mitoyenneté, biodiversité, espèces protégées, étude hydrogéologique...).

M. ROUSSET répond à M. LACLAU en indiquant que les demandes d'extension devront être en conformité avec les dispositions du SRC.

M. LACLAU précise que sa société a installé une plateforme de recyclage sur Gaillac afin d'obtenir de nouveaux éléments de construction à partir d'anciens matériaux recyclés. Actuellement, cette plateforme ne fonctionne pas en plein régime par manque de matériaux. Certains professionnels du BTP préfèrent avoir recours à des pratiques qui ne sont pas écoresponsables comme l'enfouissement.

M. CHOLLET demande s'il conviendrait de renforcer la réglementation sur le recyclage des matériaux le cas échéant.

M. ROUSSET précise que deux mesures inclus dans le SRC devraient répondre en partie à ce problème :

- la formation et information des maîtres d'ouvrage ;
- la sensibilisation les donneurs d'ordre sur l'expression d'exigence de priorité à l'utilisation des matériaux issus du recyclage.

Le schéma est apprécié par l'ensemble des membres présents dont M. LACLAU qui indique tout d'abord que ce travail met en évidence les besoins du département. La partie Nord du département, mal pourvu en matériaux BTP, s'alimente sur Toulouse, Montauban, Bruniquel et Laguëpie. Il ajoute que le recyclage n'était pas assez mis en avant dans les schémas départementaux contrairement au SRC. La société LACLAU privilégie l'utilisation de matériaux recyclés. Elle les utilise à hauteur de 30 % dont 15 % sont issus de ses propres chantiers. Selon lui, l'enrobé et le béton devrait être interdit dans le remblaiement.

M. ROUSSET confirme que les schémas départementaux avaient une vision très disparate du recyclage. Le SRC a permis d'harmoniser ce sujet au niveau régional.

M. RIEUNAU approuve le plan de recyclage et le démantèlement des friches industrielles en lien avec ce schéma ainsi que la remise en état des sites à l'issue des travaux. Il précise également que les matériaux recyclés, dès lors que ces derniers sont suffisamment hétérogènes, peuvent retrouver leur fonction d'origine (terre agricole).

Mme ASSAID ajoute que les services de la DREAL recommandent aux carriéristes de conserver l'ordre des matières afin de faciliter les remises en état des sites à plus fortes raisons lorsqu'il s'agit d'anciennes terres agricoles.

M. CHOLLET indique que la première ministre a annoncé la mise en place du Fonds Vert à destination des collectivités territoriales (2 milliards par an / national) dans lequel le Fonds friches serait autorisé. La remise en état des sites pourrait être éligible à ce fonds. L'envoi de prochaines modalités d'applications devraient apporter des précisions.

M. EYMARD souhaite que dans la liste des territoires à enjeux en matière de biodiversité, puissent être intégrés (à l'instar les territoires du Conservatoire d'Espaces Naturels), les territoires acquis ou gérés par les Fédérations ou leur fondation de préservation des habitats (chasse ou pêche), qui sont dotés de plans de gestion. Sur ces territoires, des enjeux biodiversités sont identifiés et bien connus, ce qui justifie d'avoir une attention particulière en cas de projet d'extraction. Il faudrait donc les ajouter dans l'annexe biodiversité au niveau 2.

M. ROUSSET précise, pour répondre à M. EYMARD, que ce schéma régional ne rentre pas en conflit avec l'ensemble des chartes en vigueur dans la région. Pour exemple, le parc des Pyrénées interdit, en son cœur, les carrières d'où son classement en niveau 1 alors que le parc National des Cévennes (habité) autorise, sous certaines conditions, la présence des carrières ce qui explique son classement en niveau 2. Certains secteurs, doté d'une forte biodiversité, ne permettent pas l'exploitation d'une carrière. Le schéma ne rajoute pas de contraintes mais s'adapte aux règles existantes. M. ROUSSET propose à M. EYMARD de transmettre les éléments réglementaires permettant d'ajouter ces critères au SCR.

M. SEGONNE souligne l'importance du recyclage des matériaux pour pallier les dépôts sauvages en forêt.

M. EYMARD et M. JOUBERT souligne que les membres de leurs fédérations sont très attentifs à la remise en état post-exploitation. Ils sont, par ailleurs, à la disposition des exploitants pour les aider à prévoir les « bonnes actions », les plus efficaces et les moins coûteuses, pour garantir une bonne re-naturation des sites. L'exemple de la gravière de Serviès que la fédération vient d'acquérir (fondation pour les habitats et fondation pêche), confirme la nécessité d'accompagner les carrières dans cette démarche.

M. GALINDO indique tout d'abord qu'une charte du Parc Naturel Régional du Haut Languedoc (PNRHL) a défini les zones permettant l'installation de carrières. Ce travail, en amont, permet aujourd'hui de faciliter le traitement des demandes. Il ajoute que dans le cadre des remises en état des sites, le secteur du Sidobre étant dépourvu de terres agricoles, ce sont les petits projets photovoltaïques qui sont privilégiés. Il regrette cependant la longueur de la procédure pour que les petits projets (3 ou 4 ha) puissent arriver à leurs termes. Il demande aux services de la DREAL de bien vouloir faire en sorte d'alléger la procédure pour établir l'arrêté de récolement.

M. ROUSSET précise que ces projets n'étant pas classés ICPE ils ne font pas l'objet d'un suivi par les services de la DREAL.

A la demande de M. Jean-Marc LACLAU, une note de l'UNICEM sur ce schéma est annexée au compte rendu de la commission.

M. le secrétaire général conclut avant de passer au vote que trois sujets ont été soulevés lors de cet échange :

- les procédures (traités au niveau national) ;
- l'accentuation du recyclage des déchets ;
- la transmission des éléments des fédérations à la DREAL afin d'étudier les fondations.

## 2 - Vote :

***Les membres de la CODENAPS émettent un avis favorable à la majorité avec 11 avis favorables et 1 abstention sur le schéma régional des carrières d'Occitanie.***

~~~~~

L'ordre du jour étant épuisé, M. le secrétaire général lève la séance à 12h35.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Président,



**Fabien CHOLLET**



## *Présentation en CDNPS du Schéma Régional des Carrières Occitanie*

29 septembre 2022

### **Les points positifs**

- L'étude économique avec la prise compte des données GEREPE et UNICEM qui a conduit à un important travail pour évaluer au mieux l'état actuel de la situation et les perspectives par bassin à l'échéance de 2031 a bien démontré qu'un non-renouvellement de la ressource autorisée (prolongation-extension des sites autorisés ou création de nouveaux sites) conduirait à moyen terme à une pénurie de matériaux et des conséquences directes sur l'activité des bassins.
- L'identification des **bassins en tension** (rouge), des bassins approvisionnés (vert) ou en vigilance (orange).
- L'intérêt porté sur les matériaux secondaires, notamment les matériaux recyclés, soutenu par une profession engagée qui souhaite une juste prise en compte de la ressource disponible et de l'usage spécifique de ce type de matériaux,
- Le **scénario tendanciel** retenu à l'horizon 2031 (1B), avec des besoins stables et une augmentation de la ressource secondaire en matériaux,
- La **prise en compte de la notion d'activité de proximité** en ce qui concerne la production de matériaux au regard du mode de transport et de son empreinte carbone.

- La création d'un **Observatoire des matériaux**, qui sera le lieu pour des portés à connaissance, pour le suivi du SRC, la production et l'actualisation de données, l'estimation des besoins complémentaires liés à des chantiers exceptionnels, ...
- La rédaction équilibrée sur les **déchets inertes**, qui doit être actualisée avec l'entrée en vigueur de la REP au 1<sup>er</sup> janvier 2023, et la création d'éco-organismes dédiés (*à ce titre l'éco-organisme ECOMINERO doit être cité aux côtés de VALDELIA en page 25 du document Orientations du SRC*).
- Les **gisements de granulats d'intérêt particulier (GGIP)** qui sont une bonne chose dans ce qu'ils pourraient recouvrir pour assurer un accès à ces gisements. Leur définition précise, leur caractérisation, voire leur localisation restent à trouver. *Nous demandons qu'ils soient définis AVANT l'approbation du Schéma.*
- **Privilégier les renouvellements et extensions** à la création de nouvelles carrières.

## Les points de discussions

- Le SRC doit aller plus loin dans l'affirmation de l'**intérêt public** de l'approvisionnement en matériaux de carrières au regard des exigences liées aux demandes de dérogations espèces protégées mais aussi aux enjeux de planification portés par les documents d'urbanisme :
  - L'absence de références et de propositions sur le sujet des **espèces protégées et l'intérêt public majeur** est un manque flagrant de l'actuel projet de SRC. Nous demandons que figure l'indispensable besoin de renouveler les réserves de matériaux pour l'aménagement de nos territoires, ce qui correspond bien à la conclusion du scénario retenu pour la satisfaction des besoins futurs. L'intérêt public des sites de carrières dépasse le seul enjeu majeur d'approvisionnement des marchés en granulats. En effet, les sites de carrières contribuent significativement à l'économie circulaire, à l'accueil, à la valorisation et au recyclage des déchets inertes. **C'est d'autant plus vrai dans les bassins de consommation présentés comme critiques (en rouge dans la cartographie). Ne pas signifier d'intérêt public en matériaux dans ces bassins déficitaires serait renier les conclusions du SRC. C'est indispensable.**
  - En complément de la mise en place des Gisements d'Intérêt National et Gisement d'Intérêt Régional (GIN et GIR), la définition des Gisement de Granulats d'Intérêt Particulier (**GGIP**) avant l'approbation du SRC est indispensable car elle participe à la reconnaissance de l'intérêt public de l'activité de production de granulats. Etant bien entendu, et il faudra veiller à bien le souligner dans le SRC, qu'un gisement non identifié par le SRC en Gisement d'Intérêt (GIN, GIR,

GGIP) doit quand même être identifié par les documents d'urbanisme et des carrières autorisées pour son exploitation.

- L'assurance d'une réelle **mise en compatibilité des documents d'urbanisme** avec le SRC ne nous semble pas suffisamment garantie. L'un des objectifs du SRC est de préserver l'accès aux gisements exploitables et d'intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire. Pour ce faire, les SCOT, ou en l'absence de SCOT, les PLU ou PLUi, devront être rendus compatibles avec le SRC. Or la consultation des EPCI et SCOT sur le projet de SRC a montré que certains d'entre eux ne percevaient pas forcément cette exigence. En complément de la définition des GGIP, l'orientation visant à privilégier le renouvellement et l'extension de sites existants pourrait être objectivée sous forme cartographique.

Ainsi, on pourrait utilement s'inspirer de la mise en place de ZIG (Zones d'Intérêt Granulats) autour des sites existants telle qu'elle est proposée par le projet de SRC Grand-Est. L'affichage de telles zones d'intérêt aurait l'avantage de mettre clairement en évidence les secteurs dans lesquels une discussion locale doit être engagée par les EPCI, communes et structures porteuses de SCOT, pour garantir localement l'atteinte de l'objectif poursuivi par le SRC.

→ Le SRC pourrait utilement s'inspirer de la rédaction des SDC de l'ex-Languedoc-Roussillon sur le volet des **grands chantiers**. Voir SDC Hérault – Partie F) 1.2. : Orientations en matière d'approvisionnement des grands travaux.

→ Sur l'artificialisation, nous approuvons la rédaction du SRC :

*« Selon les termes du décret n°2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification et d'urbanisme, les surfaces naturelles nues (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral), y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation, sont considérées comme non artificialisées. »*

Cependant, nous avons une lecture différente sur la **non-comptabilisation** des surfaces de carrières dans le calcul de consommations d'ENAF. La DREAL écrit :

*« Pendant la première tranche de 10 ans prévue par l'article 194 de la loi no 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les objectifs de réduction porteront sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. »*

Nous demandons une clarification sur le volet consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, la rédaction actuelle laissant la porte à des interprétations différentes alors que les positions UNICEM et Ministère sur le sujet sont, à notre connaissance, totalement en phase : pour la période 2021-2031, les carrières ne sont pas considérées comme consommatrices d'ENAF.

## Propositions de compléments

→ Dans les documents « Orientations » (partie G – Synthèse des enjeux, sous-partie 1 – Enjeux techniques, sociaux et économiques), « Etat des lieux » (Sous-partie 4.6 - Des entreprises au cœur des territoires, pour soutenir l'économie locale) et « Notice » :

Il nous semble indispensable de citer l'**étude menée par la CERC Occitanie** sur les retombées socio-économiques des industries de carrières et matériaux en Occitanie (hors MIF) et de l'annexer à l'un des documents SRC cités.

Lien utile : <https://www.cercooccitanie.fr/etudes-et-publications/activite-de-la-filiere/empreinte-socio-economique/industrie-des-carrieres-et-materiaux>

→ Les **GGIP** ne sont pas cités dans le document « Notice ». C'est un manque qu'il convient de palier.

→ Dans les documents « Orientations » (Objectif 2.1 : Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou en matière de recours aux ressources secondaires pour l'approvisionnement dans leurs marchés », « Etat des lieux » (Sous-Partie 4.7 - Recyclage et économie circulaire) et « Notice » :

Il nous semble indispensable de citer l'**initiative GECO** (Granulats de l'Economie Circulaire en Occitanie) qui vise à promouvoir la valorisation des matériaux inertes et encourager leur réutilisation. Développé par la Fédération Régionale des Travaux Publics (**FRT**), l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de construction (**UNICEM**), le Syndicat des Entreprises de Déconstruction, Dépollution et Recyclage (**SEDDRe**) et l'Union Nationale des Entreprises de Valorisation (**UNEV**), avec le soutien de l'**ADEME** et de la Région Occitanie et l'appui de plusieurs intercommunalités, le label GECO répond à quatre objectifs principaux :

- préconiser l'utilisation préférentielle de matériaux recyclés sur les chantiers routiers et à terme pour l'ensemble des usages possibles.
- assurer une communication adaptée auprès des différents prescripteurs publics et privés.

- favoriser la confiance entre les producteurs de granulats alternatifs et les utilisateurs, dont en particulier les maîtres d'ouvrages publics.
- garantir la disponibilité des produits labellisés « GECO », grâce à un maillage satisfaisant de points de vente.

Le label vise à renforcer la confiance des prescripteurs publics et privés en leur apportant :

- des garanties normalisées sur la qualité des produits recyclés proposés ;
- une connaissance fiable de l'offre de granulats recyclés dans leur environnement.

Le label est attribué sur la base d'un audit réalisé par des bureaux d'études dument formés et agréés pour accompagner les exploitants de plateformes de production et recyclage de granulats de matériaux inertes engagés dans la démarche.

### **Avis de l'UNICEM :**

En conséquence, bien que nous regrettions pour la bonne compréhension du lecteur le manque de pédagogie dans l'expression du besoin en matériaux pour l'aménagement du territoire, l'UNICEM se prononce **favorablement** à la proposition du SRC Occitanie, **sous réserve** de l'ajout effectif des points de discussions évoqués. Nous relevons également l'exigence d'une relecture croisée des différents documents constitutifs du SRC afin de gommer des contradictions internes préjudiciables à sa bonne compréhension. Cela vaut notamment pour la hiérarchie des données de l'environnement qui figure dans l'état des lieux et celle qu'on retrouve dans le document orientations.

**En conclusion, nous souhaitons plus particulièrement mettre en évidence l'indispensable prise en compte du SRC dans les documents d'Urbanisme. L'ensemble des ressources doit être inventorié et considéré au regard du besoin du bassin concerné et de la nécessaire solidarité entre les territoires.**

**En ce qui concerne plus particulièrement les granulats, le développement des granulats recyclés encouragés par la profession, ne suffira pas à satisfaire les besoins tant en termes de quantité et qualité. C'est pour ces raisons qu'il faut d'une part prévoir des Gisements d'Intérêt Régional pour les bassins de production importants pour les besoins locaux les plus significatifs et d'autre part reconnaître leur intérêt public faute de quoi la qualité des dossiers, des mesures de compensation et de la concertation locale ne suffira pas à faire valoir l'intérêt général.**